



# Ça a cuit !

## Evitez la suspension de votre numéro



Mettez à jour gratuitement votre identification dans tous les points Orange.  
CNI & Récépissés en cours de validité acceptés.

# L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1140 du lundi 29 octobre 2018

## PRÉSIDENTIELLE 2018

# Esso affaibli par la défaite de Biya dans le Littoral



« Le travail avec Paul Biya c'est du sport permanent »

Lire l'interview de Philippe Danga, ancien garde du corps de Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Pp. 8, 9



P. 3

### Grand-Nord

Le gouvernement veut lancer le projet des 3000 forages en 2019 P. 5

### AMCHIDE

Deux personnes tuées par Boko Haram P. 3



EMPRUNT OBLIGATAIRE DE L'ETAT DU CAMEROUN 2018-2023

## INVESTISSONS POUR L'AVENIR

SOUSCRIVEZ DU 29 OCTOBRE AU 09 NOVEMBRE 2018

NET PAR AN

Afriland First Bank | EDC INVESTMENT CORPORATION (EIC) Ecobank | SOCIETE GENERALE CAMEROUN

ETABLISSEMENTS PLACEURS : AFRILAND FIRST BANK, BOFIBANK CAMEROUN, BKIC, CFC, EDC INVESTMENT CORPORATION, FINANCIA CAPITAL, SGB CAMEROUN, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN, USA CAMEROUN. LA PRÉSENTE OPÉRATION EST ENREGISTRÉE PAR LA COMMISSION DES MARCHÉS FINANCIERS DU CAMEROUN SOUS LE N° 07P-18/004



ROUTE MORA-DABANGA-KOUSERI. Le génie militaire a 21 mois pour livrer l'ouvrage.

# Démarrage effectif des travaux

Par Jean Areguema

Le colonel Jackson Kamgaing, directeur du génie militaire a procédé au démarrage effectif des travaux de reconstruction de la route Mora-Dabanga-Kousseri, le samedi 27 octobre 2018. L'activité a eu lieu à Mora en présence de tous les acteurs impliqués dans le projet, et a été marquée par la réalisation de la planche d'essai au niveau du PK0 du chantier. Sur ce site, des engins et autres matériels et ainsi que le personnel ont été mobilisés. Selon le colonel Jackson Kamgaing, le déploiement des moyens logistiques et humains par le génie militaire vise à entamer les travaux à grande vitesse. Le génie militaire a ainsi lancé la course contre la montre. Après avoir consommé huit mois pour les études techniques, il a désormais un délai de 21 mois pour achever les travaux de reconstruction de la route Mora-Dabanga-Kousseri. Le délai est susceptible de prolongement à en croire le colonel Jackson Kamgaing. «S'agissant des délais

des travaux, ils ont été précisés au départ suivant les préinscriptions techniques des routes initiales. Car il avait été prévu initialement que la route devrait être refaite entièrement entre Mora et Waza. Quant au tronçon Waza-Dabanga il devrait s'agir de l'entretien avec le béton bitumineux. Mais maintenant, au vu de la dégradation de la route entre Waza et Dabanga, il est question de refaire complètement la chaussée sur cette voie», justifie-t-il.

Le démarrage effectif des travaux par le génie militaire est survenu huit mois après le lancement officiel des travaux RAR-MDK à Kousseri le 1er mars 2018 par le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi. Depuis cette date, l'organe d'exécution du projet s'est investi prioritairement dans la réalisation des études techniques et les travaux d'installation de ses bases à Mora, Waza, Dabanga et Kousseri. Mais la saison des pluies a ralenti l'évolution des travaux. Pendant cette période, les travaux ont été sus-

pendus. Maintenant que cette période est terminée, le chef de mission de contrôle met la pression sur tous les acteurs du projet à travailler activement afin de remplir leurs cahiers de charge dans les délais. Selon nos informations, il est également prévu dans le cadre de ce projet, la construction le long du tronçon Mora-Dabanga-Kousseri, des infrastructures sociales telles que les forages, les salles de classe, les tables-bancs ou des dalles de séchage. Mais aussi la construction de deux stations de pesage, dont l'une sur la section de route Mora-Waza et l'autre sur la section Dabanga-Maltam-Kousseri.

En procédant au démarrage des travaux, le directeur du génie militaire a rappelé le caractère sous régional de la route nationale N° 1. Pour le colonel Jackson Kamgaing, la réalisation de ce projet est suivie par la plus haute autorité du Cameroun en l'occurrence Paul Biya. L'attention particulière du président de la République pour ce projet ne donne pas le sommeil aux



Démarrage des travaux du génie militaire.

acteurs impliqués dans sa réalisation.

La reconstruction de la route Mora-Dabanga-Kousseri avec le contournement de Kousseri se fait en régie axée sur les résultats. Coût des travaux : 69 747 milliards de Fcfa TTC. Soit 46 597 milliards de Fcfa HTVA débloqués par la Banque mondiale et 23 147 milliards de Fcfa TTC par le gouvernement camerounais. Les travaux sont constitués en trois sections : Kousseri-Maltam-Dabanga (72,5 km), Dabanga-Ndiguina-

Waza (70,5 km) et Waza-Mora (62 km).

En rappel, c'est suite à l'enlèvement de dix ingénieurs chinois dans la nuit du 16 au 17 mai 2014 à Waza que les travaux de la reconstruction de la route nationale n° 1, tronçon Mora-Dabanga-Kousseri avaient été arrêtés. Les travaux étaient exécutés par les entreprises Synohydro et Jiangsu. La première avait en charge le tronçon Mora-Dabanga et la seconde, la section Dabanga-Kousseri. ■

Ben Salha Abdelha,

Chef de mission de contrôle des travaux .

## « Nous sommes là pour garantir la qualité des travaux »

D'habitude la mission de contrôle est là pour contrôler les travaux, mais sur ce projet, nous avons une double mission. Puisqu'ici nous sommes en face d'une entreprise un peu exceptionnelle vu les circonstances de la région. C'est l'armée qui réalise ce projet. Je profite de cette occasion pour saluer tous les militaires qui s'investissent sur ce projet. Ils sont dévoués et ont vraiment la volonté de faire cette route. J'espère que d'ici dans 18 mois, on va se voir à Dabanga pour inaugurer la mise en service de la route. Je voudrais envoyer un message rassurant à toutes les populations camerounaises pour leur dire que nous sommes là pour garantir la qualité des travaux afin qu'ils se fassent dans les règles de



l'art et qu'il n'y ait pas de dérapage. À part notre mission de contrôle, nous sommes également en mission d'assistance technique des militaires qui sont là et j'espère que d'ici la fin des travaux, nos amis militaires vont acquérir une grande expérience et je crois qu'ils seront sollicités ailleurs pour d'autres opérations. ■

Colonel Jackson Kamgaing, directeur du génie militaire.

## « Il est question de refaire complètement la chaussée »

En termes d'équipements, nous avons la centrale de concassage qui est opérationnelle au niveau de Waza. Nous y avons déjà effectué un premier tir il y a de cela environ deux semaines. Nous sommes à présent en train de mobiliser tous les équipements pour les premières unités de terrassement. Aujourd'hui nous lançons avec les planches d'essai qui nous permettent de pouvoir lancer les terrassements proprement dits. Les sites d'emprunt sont identifiés le long des différents axes. Nous allons commencer par Mora avec



une unité de terrassement et nous lancerons une deuxième unité de terrassement au niveau de Waza qui reviendra du côté de Mora et nous serons ainsi de proche en proche pour atteindre Kousseri. Nous avons relancé une mobilisation complète. Mais maintenant, au vu de la dégradation de la route entre Waza et Dabanga, il est question de refaire complètement la chaussée sur cette voie. Certainement les délais devront être prolongés et seront précisés au moment opportun par qui de droit. ■

Oumarou Sanda, Chef de l'unité de suivi des travaux .

## « Les études techniques sont achevées »

Nous avons repris les travaux après la période de suspensions due à la saison des pluies. Nous avons profité de cette période pour capitaliser les études. À ce jour, les études techniques sont pratiquement achevées. La saison de pluies étant terminée, nous allons reprendre les travaux. La reprise va consister en l'exécution

des travaux prévus dans le cahier de charge du génie militaire qui opère ici en tant qu'organe d'exécution. Les tâches de démarrage vont consister en la reprise des travaux d'installation du chantier, à la reprise des travaux d'aménagement de la plateforme et aussi à l'amélioration du trafic sur la route Mora-Dabanga-Kousseri. ■



BLOOSAT

« Internet Méga rapide par satellite  
à partir de 24.900 FCFA/mois,  
partout au Cameroun,  
partout où vous voyez le ciel... »



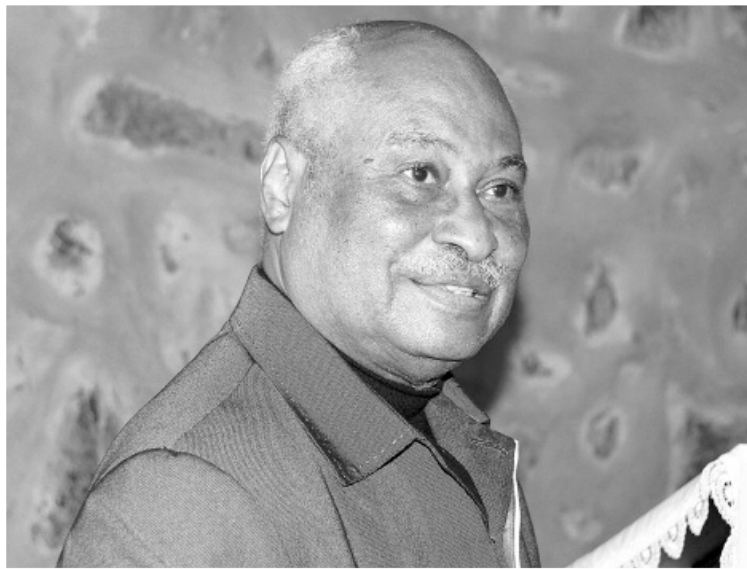
**PRÉSIDENTIELLE 2018.** Le patron RDPC dans cette région n'a pu y empêcher la défaite du Rdpc et l'unique victoire régionale de Kamto.

# Esso affaibli par la défaite de Biya dans le Littoral

Par Yanick Yemga

Même dans son Ouest natal, Maurice Kamto n'a pas réussi l'exploit réalisé dans la région du Littoral au cours de la présidentielle d'octobre 2018. Les résultats dans cette Région des montagnes donnent Paul Biya vainqueur avec une majorité relative de 48,19 %, mais devant le leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), qui a récolté 30,56 % des suffrages valablement exprimés. En regardant plus près les scores, on se rend compte que dans les Hauts-Plateaux dont est originaire Maurice Kamto, le candidat Biya l'a dominé avec 53,51 % des suffrages exprimés en sa faveur, contre seulement 39,03 %. Battu donc où il avait le plus de pronostics favorables, le candidat Kamto est allé faire mordre la poussière à Paul Biya dans le Littoral, où trône pourtant Laurent Esso.

En effet, les scores de cette Région donnent à Maurice Kamto une majorité relative de 38,60 % des voix contre 35,75 % pour Paul Biya. Dans le détail, le vainqueur de la présidentielle a gagné dans trois des quatre départements du Littoral, notamment dans le Nkam (77,31 %), dans la Sanaga-Maritime (49,03 %),



Laurent Esso.

talonné par Cabral Libii et dans le Mounjo (45,94 %), suivi par Maurice Kamto. C'est dans le Wouri natal de Laurent Esso que le vote a basculé en faveur de Maurice Kamto, qui y inflige une sévère gifle à Paul Biya avec un score de 46,21 % contre seulement 28,96 %. Le président de la République n'a ainsi pu recueillir qu'un quart de l'électorat de la ville la plus peuplée du Cameroun.

Ce revers est attribué à celui qui se présente depuis quelques

années comme le patron politique du Littoral. Coordonnateur régional des activités du RDPC dans la Région et désigné président de la commission régionale de coordination de la campagne du candidat Paul Biya dans le Littoral, Laurent Esso s'est investi avec entrain et fougue pour la réélection du président sortant. Il était en première ligne dès le 22 septembre 2018, jour d'ouverture de la campagne électorale, avec les leaders des partis alliés pour un

banquet politique où assurance avait été donnée que Paul Biya s'en sortirait vainqueur haut la main dans le Littoral. Il avait même bénéficié du ralliement de Jean-Jacques Ekindi, qu'il commentera avec ces mots : « *Le 'chasseur du lion', pour la cause la plus élevée de notre pays, n'a pas hésité à entrer dans la même cage que le lion.* »

Au vu du résultat, cela peut apparaître aujourd'hui comme un jeu de scène, avec l'objectif évident de montrer un homme puissant dans « sa » région, à la tête d'une équipe orientée vers la victoire de Paul Biya. Le fait est que Laurent Esso a subi un échec cuisant dans une ville où il est devenu, au fil du temps, le maître incontesté. Ce qui remet en cause ses ambitions non officielles pour le secrétariat du comité central du RDPC. Même s'il ne s'est pas lui-même attaqué à Jean Nkuete, le titulaire actuel du poste, celui-ci a subi les foudres des partisans du ministre de la Justice, l'accusant de manœuvrer pour l'opposition, pour Maurice Kamto au nom de la proximité ethnique. Jean Nkuete, avec la victoire de Paul Biya à l'Ouest et la défaite de Paul Biya dans le Littoral, peut retourner leurs munitions à ses adversaires.

Le secrétariat général du

comité central du RDPC représente pour Laurent Esso un straptontin arraché à ses aînés sawas et qui devrait logiquement leur revenir, lui revenir puisqu'il en est aujourd'hui le leader. En effet, le premier à occuper ce poste - secrétaire politique à l'époque - était François Sengat Kuo, jusqu'à 1990, date de sa démission. Pour prendre sa place, Paul Biya choisit un autre côtier, Ebenzer Njoh Mouelle, fils du Nkam et tout autant Sawa. Il quitte le secrétariat du comité central du RDPC deux ans plus tard à la suite d'une défaite aux législatives dans son Nkam natal. C'est alors que ce poste a quitté les berges du Wouri, au grand regret de Laurent Esso. Pour une personnalité à qui on prête des ambitions présidentielles, la fonction de SG du parti est plus que stratégique dans la perspective de la succession.

Autrefois jugé distant et froid, Laurent Esso a travaillé son côté homme du peuple en s'impliquant davantage dans les opérations politiques de terrain de son parti et en construisant un peloton médiatique qui sert à polir son image.

S'il a réussi à soumettre l'élite politique locale, il est loin de la séduction intégrale malgré sa barbe plus sel que poivre et son excellente tenue physique qui ne trahit pas ses 76 ans. Avec la défaite de Paul Biya dans le Littoral, Laurent Esso a manqué de marquer des points pour la reconquête du secrétariat du comité central du parti au pouvoir. Il ressort affaibli et, pour la première fois depuis bien longtemps, vulnérable dans la perspective du gouvernement post-présidentielle. Sans doute en a-t-il conscience, lui qui est redevenu silencieux depuis la fin des élections. ■

**AMCHIDE.** Les terroristes lourdement armés ont par ailleurs dépouillé leur victime de leurs biens.

## Deux personnes tuées par Boko Haram



Une vue de Amchidé.

Par D. O.

Ali Goni et Youssoufou de passage dans la localité d'Amchidé dans la nuit du 25 au 26 octobre dernier ont été froidement abattus par des combattants de Boko Haram. Ils ont été surpris par leurs bourreaux dans une concession abandonnée où ils avaient trouvé refuge ce soir-là. Ces derniers lourdement armés les ont assiégés et les ont dépouillés de tous leurs biens. « Ils étaient six au total à avoir trouvé refuge dans cette maison. Ils venaient tous de Lagos au Nigeria. Ils étaient en route pour leurs villages qui sont des localités camerounaises. Et comme il faisait nuit, ils s'étaient présentés au chef du quartier, Blama Abagana et lui ont signifié leur intention de passer la nuit dans

le village. Le chef leur a montré une concession abandonnée où ils pouvaient passer la nuit. Ils s'y sont retranchés pour la nuit. Contre toute attente, ils ont dû subir les assauts des combattants de Boko Haram qui les ont assiégés et les ont dépouillés de tous leurs biens. Il était exactement 22 heures et 45 minutes quand des crépitements de coups de feu se sont fait entendre. Ils ont tué deux des six. À en croire les témoignages des quatre survivants, ces derniers ont refusé d'obtempérer aux ordres que leur donnaient ces hors-la-loi. Ils nous ont demandé de leur donner tout notre argent. Ce que nous autres avons fait. Mais eux, ils y avaient opposé un non catégorique à leur demande. C'est donc comme ça qu'ils les ont tués et dépouillés de tout ce qu'ils

avaient », déclare Modo Goni, membre du comité de vigilance d'Amchidé.

C'est aux environs de 18 heures que les six compagnons ont franchi la frontière et sont entrés dans la ville d'Amchidé. Ils étaient à moto et transportaient tous des bagages. Ne pouvant poursuivre le voyage, ils ont décidé de passer la nuit à Amchidé. Compte tenu du contexte d'insécurité que connaît le village, ils se sont présentés au chef de Yabogo I et lui ont fait part de leur intention. Ne les connaissant pas et se voulant méfiant, le chef les dirige vers une concession abandonnée au cœur même d'Amchidé. Ceux-ci s'y installent pour la nuit. Mais comble de malheur, ils sont attaqués aux environs de vingt-trois heures. Des combattants de Boko Haram constitués en plusieurs groupes assiègent tout le quartier dont la concession abandonnée où se trouvaient ces derniers. Les habitants des différentes concessions sont tenus en respect. « Ils ont formé plusieurs groupes et investi plusieurs concessions à la fois. Ceux d'Amchidé connaissent leur mode opératoire et se sont pliés à leur volonté cette nuit-là. C'est comme ça que tous ont échappé à la mort ce soir-là. Cela n'a pas été le cas pour les deux qui ont tenté de leur résister. C'est ce qui leur a valu la mort », poursuit Mal Goni, membre du comité de vigilance

d'Amchidé.

Malgré l'intervention instantanée des forces armées sur les lieux du crime, ces derniers ont réussi à replier au Nigeria emportant avec eux une moto et tous les bagages de leurs victimes. ■

**L'oeil DU Sahel**  
Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun  
Autorisation N°00019/RDDJ/106/BASC  
Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11  
E-mail : loeilusahel100@yahoo.fr / loeilusahel@gmail.com

<b>Directeur de la Publication</b> GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70	<b>Agence de l'Adamaoua</b> Chef d'Agence : Bertrand AYISSI, Tél. : 696 32 26 35
<b>Conseillers du Directeur de la Publication</b> David WENAÏ, Tél. : 699 92 32 71 Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45 ALKALI, Tél. : 699 83 33 06	<b>Agence de l'Extrême-Nord</b> Chef d'Agence : Jean AREGUEMA, Tél. : 695 08 69 88
<b>Chargé de Mission</b> Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05	<b>Agence du Nord</b> Chef d'Agence : David MARTIN, Tél. : 675 41 73 50 Coordonnateur : Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42
<b>Directeur de l'Édition</b> Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59	<b>Agence de Douala :</b> Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06
<b>Rédacteur en chef</b> GUIBAÏ GATAMA	<b>Collaboration</b> Issa BATAN, Dominique M. MODO, Douworé OUSMANE, LIKAMATA, Aliou DJARIDA, WASKIRANG
<b>Coordonnateur de la rédaction :</b> Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67	<b>Chroniqueurs</b> MOHAMADOU TALBA BANA BARKA
<b>Coordonnateurs adjoint de la rédaction :</b> Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82 Bertrand AYISSI	<b>Infographie</b> Damien KIDAH Juste Martial ZAMEDJO
<b>Secrétaire de rédaction :</b> Franky Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41	<b>Caricatures</b> Jean Aimé ESSAMA (J@imes), Tél. : 699 59 87 82
<b>Chefs de Rubriques :</b> Politique et Actualité : Yanick YEMGA Economie et Vie des entreprises : Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63 Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03 Culture et Sport : EBAH ESSONGUE SHABBA, Tél. : 696 07 75 24 Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773 Environnement : Jean AREGUEMA Société : Bertrand AYISSI Reportage et Education : Nadine NDJOMO	<b>Responsable des Abonnements et de la maintenance :</b> Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71
<b>Rédaction</b> Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU, Florette MANEDONG, Abdoulkarim HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI, Marie Lucie AYAKA.	<b>Responsables du suivi administratif :</b> Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30 Nadège BIMOGO, Tél. : 696 70 31 49
	<b>Imprimerie</b> MACACOS - Tél. : 679 06 32 39





Diffusé par McCANN

UN JEU,  
UNE BIÈRE,  
LA MÊME  
PASSION

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.



**GRAND-NORD.** La promesse faite par Paul Biya depuis 2011 est classée parmi les priorités du prochain exercice budgétaire.

# Le gouvernement veut lancer le projet des 3000 forages en 2019



Un forage. Pourvoyeur d'eau potable.

Par Brice R. Mbodiam

«Toujours à la faveur du même Plan (d'urgence Triennal, Ndlr), vous avez instruit la construction de 3000 forages dans les trois régions septentrionales, dont les dossiers sont en cours de structuration». En prononçant cette phrase le 29 septembre 2018 à Maroua, lors de son allocution devant le chef de l'Etat venu dans la capitale régionale de l'Extrême-Nord, dans le cadre de la campagne pour la présidentielle du 7 octo-

bre 2018, Cavaye Yéguié Djibril, le président de l'Assemblée nationale (PAN), a-t-il subtilement mis la pression sur le gouvernement, au sujet de ce projet de construction de forages promis aux populations du Septentrion par Paul Biya depuis 2011 ?

Même s'il est difficile de répondre à cette interrogation, l'on peut tout de même observer qu'onze jours après cette sortie du PAN, le dossier des 3000 forages a connu une nouvelle évolution. En effet, une corres-

pondance datée du 10 octobre 2018 révèle que le ministre de l'Eau et de l'Energie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, a transmis au ministre de l'Economie (Minepat), Alamine Ousmane Mey, «le document de projet réactualisé», tout en réitérant à son collègue du Minepat son «besoin particulier de faire inscrire ce projet sur la liste des projets prioritaires pour l'année budgétaire 2019». Dans cette optique, le Minee requiert de la part d'Alamine Ousmane Mey, la délivrance du visa de maturité, qui ouvrira définitivement la voie à l'implémentation de ce projet devenu «l'une des premières priorités» du Minee, précise-t-il, «au regard du caractère important de cette ressource (l'eau potable, Ndlr) pour les populations de cette partie du pays, en proie aux maladies hydriques».

Cette évolution notable observée dans le dossier des 3000 forages promis aux populations du Septentrion lors du lancement de la campagne pour l'élection présidentielle de 2011, est elle-même consécutive à un atelier qui s'est discrètement tenu le 4 juillet 2018 à Yaoundé, à l'effet de procéder à une relecture de l'ensemble de la documentation du projet. Selon

nos sources, cette séance de relecture avait révélé des imperfections dans le montage du projet, à l'instar de l'absence d'informations sur l'étude d'impact environnemental et social, du coût unitaire très élevé retenu dans la structuration du projet (13 millions le forage contre 8 millions FCFA pour les projets similaires exécutés dans le cadre du BIP), et l'inadéquation entre le type de projet et l'offre de financement proposée par les bailleurs de fonds.

## MALADIES HYDRIQUES

A l'issue de cet atelier, selon nos sources, le ministre de l'Economie avait alors concomitamment saisi le directeur général de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), afin de requérir son avis et potentiellement des ajustements sur les modalités de financement de ce projet, jugés problématiques selon les conclusions de l'atelier du 4 juillet 2018 ; puis le ministre de l'Eau et de l'Energie, afin que ce dernier et ses équipes actualisent la documentation de ce projet annoncé depuis 2011, mais qui n'est véritablement dans le pipe du gouvernement que depuis 2016.

En effet, 5 ans après la promesse de Maroua en 2011, et au

bout d'une longue attente, l'espoir des populations des régions septentrionales de voir enfin se matérialiser le projet de construction de 3000 forages à motricité humaine dans le Septentrion, sera ravivé à l'occasion du Forum «Investir au Cameroun, terre d'attractivités», organisé à Yaoundé en 2016. Ce d'autant qu'à l'occasion de cette grand'messe de l'investissement au Cameroun, le gouvernement a pu signer un Mémoire d'entente relatif à ce projet, avec un consortium d'entreprises formé par la société française Vergnet Hydro, deux sociétés chinoises et une PME locale. Cette avancée dans l'exécution du projet avait été confirmée en 2017, avec l'arrivée sur la table du gouvernement camerounais, d'une offre de financement de BPI France et de la Standard Chartered Bank.

Mais depuis lors, le dossier n'était plus ressorti des tiroirs du gouvernement. Alors que les maladies hydriques demeurent parmi les affections les plus récurrentes dans les régions septentrionales du Cameroun, où il n'est pas rare de voir les populations partager des points d'eau avec des animaux, du fait de la rareté de ce liquide vital. ■

**FINANCEMENTS.** Cette mobilisation de fonds vise à financer la réalisation de projets, notamment dans le Grand-Nord.

# L'emprunt obligataire de 150 milliards FCfa officiellement lancé

Par Yanick Yemga

Le gouvernement camerounais est la recherche de 150 milliards de FCfa pour financer la réalisation de plusieurs projets d'investissements. Dans l'optique de mobiliser lesdits fonds, l'Etat a lancé un emprunt obligataire correspondant à cette enveloppe. La cérémonie officielle de lancement et de présentation de cet appel public à l'épargne a eu lieu le 25 octobre dernier à Yaoundé, en présence du ministre des Finances, Louis Paul Paul Motaze, et à Douala le 26 octobre dernier.

Baptisé «ECMR 5,6 % net 2018-2023», ce 5e emprunt obligataire (depuis 2010) a d'ores et déjà suscité l'intérêt de neuf établissements bancaires et institutions financières locales, qui ont fait des prises fermes de 121,5 milliards de francs Cfa. Dans le détail, il s'agit de Société générale Cameroun, Afriland First Bank, EDC Investment, et du syndicat de placement constitué de la BICEC, CBC, UBA, BGFI, SCB Cameroun et Financia Capital. Avec ces prises fermes, la quantité qui reste à mobiliser est de 28,5 milliards de FCfa.

Cet emprunt obligataire est assorti d'un taux d'intérêt de 5,6 % pour la durée de sa validité (2018-2023), et la souscription est ouverte du 29 octo-



Présentation de l'emprunt aux investisseurs.

bre au 09 novembre 2018. Selon la fiche de présentation de cette opération de levée de fonds publics, l'obligation coûte 10 000 francs Cfa, et le minimum à souscrire est de 300 000 francs Cfa, soit 30 obligations.

Au total, 39 projets d'envergure en cours dans les 10 régions du pays seront financés avec l'argent mobilisé dans le cadre de cet appel public à l'épargne. À titre d'illustration, on peut citer le projet de construction du complexe sportif d'Olembé et ses voies d'accès, qui bénéficiera d'une enveloppe de 30 milliards de FCfa, ou encore le barrage de Memvele'ele, qui recevra une dotation de 9 milliards de FCfa.

Le Grand-Nord héritera de 26,7 milliards de FCfa, soit un peu plus de 15 % de l'enveloppe globale de cet emprunt obligataire.

La région du Nord va englober, à elle seule, 20,5 milliards de francs Cfa, dont 500 millions de francs au titre d'appui à la rénovation des équipements de la Société de développement du coton (Sodecoton). Le reste de l'enveloppe, soit 20 milliards de francs Cfa, sera affecté au financement des travaux de finition de certaines infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations de football, que le Cameroun accueillera entre juin et juillet 2019, et dont l'une des poules sera basée à Garoua. L'on sait qu'une enve-



loppe de 8 milliards de francs Cfa sera affectée à la réhabilitation du stade de Roumde-Adja et ses voies d'accès, contre 12 milliards de francs Cfa pour la réhabilitation de quatre stades d'entraînement. Soit 3 milliards de francs Cfa pour chacun des stades annexes de Roumdé-Adja, Cenajes, centre d'entraînement de Coton Sports et Poumpoumri.

Dans la région de l'Extrême-Nord, les projets routiers en cours, la Semry et l'ENS de Maroua, seront les grands bénéficiaires du nouvel emprunt obligataire de l'Etat. Au total, 5,7 milliards de francs Cfa seront affectés à cette région. Concrètement, 2 milliards de

francs Cfa iront au financement des travaux de réhabilitation des routes Mora-Dabanga-Kousseri et Maroua-Mora, à raison d'un milliard pour chacun des projets. Une enveloppe de 2,7 milliards de francs Cfa sera affectée à la finalisation des travaux de construction de l'ENS de Maroua, tandis que la Semry s'en tirera avec un milliard de francs Cfa, pour la rénovation de ses équipements de production. La région de l'Adamaoua se contentera d'un petit milliard de francs Cfa. Il servira à financer les travaux de construction du barrage de Bini à Warak, d'une capacité de production de 75 MW d'énergie électrique. ■



**UNIVERSITÉ DE MAROUA.** Le sujet est sur les lèvres des étudiants et enseignants.

# La prime de l'excellence fait des gorges chaudes

Par **Vladimir Martin**

Mercredi 23 octobre 2018 à Maroua. Un petit groupe d'étudiants de l'université de Maroua est en rogne. Il prend la direction des services du gouverneur de la région de l'Extrême-Nord pour exprimer leur mécontentement. Mécontentement qui fait suite aux multiples difficultés d'obtention de la prime de l'excellence. Communément appelée Primex par les étudiants, celle-ci est accordée aux étudiants méritants, par le chef de l'État. Très vite, ils sont stoppés par le Pr Benoit Loura, vice-recteur chargé du contrôle interne et de l'évaluation, qu'accompagne Rigobert Hinmasia, président de l'association des étudiants de l'université de Maroua.

Les étudiants s'arrêtent en expliquant le motif de leur mécontentement. « Nous n'avons pas droit à nos 50.000 FCfa représentant la prime. Pour la percevoir, il faut tou-



Des étudiants grévistes.

jours passer par un circuit où on coupe 5.000 ou 10.000 pour avoir son dû. Et ce sont nos camarades qui ont des liaisons mafieuses avec le personnel de la Daaf qui s'organisent en complicité avec certains responsables de l'université pour nous

escroquer. Nous sommes fatigués», se plaignent-ils. Une accusation qui est rejetée en bloc par les mis en cause qui disent ne rien savoir. Halirou, l'un des leaders d'étudiants dont le nom revient dans cette affaire, indique qu'il « s'agit

d'une manœuvre malsaine des étudiants qui cherchent à tout prix un responsable à accuser. »

Pourtant, quelques jours auparavant, des leaders d'étudiants au rang desquels Bachirou Abassi ancien délégué général des étudiants, Hamadou Faissal actuel président de la mutuelle de solidarité des étudiants de l'université de Maroua, Hinmasia Rigobert actuel président de l'association des étudiants, Khalimat et Aïssatou tous deux en services à la Daaf de l'université de Maroua ont, précisent les étudiants grévistes, mit sur pied un réseau qui viserait : « à aider des étudiants qui sont dans le Grand-Sud à récupérer leur argent contre une petite commission au détriment des étudiants présents. »

D'après nos informations, le réseau est conçu de telle sorte que les étudiants se chargent de collecter les reçus et les copies des CNI ou des cartes d'étu-

diants dans les quartiers, ensuite, se rendent auprès de leurs contacts où ils passent à la caisse soit au campus du collège de l'espoir soit dans l'un des bureaux de la Daaf à Kongola. Les rétro commissions viennent plus tard. Les caissières qui facilitent le paiement perçoivent entre 5 000 et 10 000 FCfa selon la complexité du cas. Dans le meilleur des cas, le véritable prioritaire se retrouve avec 40 000, dans le pire, il reçoit 30 000 FCfa. Prise sur le fait, l'une des caissières a dénoncé les autres maillons de la chaîne. Étudiants et enseignants sont concernés dans l'arnaque. Et la plupart des étudiants concernés seraient de l'École nationale supérieure polytechnique de Maroua. Informé, le Pr Idrissou Alioum, le recteur de l'UMA, dans un communiqué a appelé à plus de vigilance et a demandé aux étudiants à se référer à ses services compétents. ■

**Pr Idrissou Aliou,** recteur de l'université de Maroua.

## «Des sanctions seront prises à la fin des investigations»

Interview réalisée par **V.M**

### Sur quoi portaient les revendications des étudiants grévistes du 24 octobre dernier ?

Comme préalable, je ne parlerai pas de « manifestation », mais d'« impatience » encore qu'elle n'avait aucun fondement tant le communiqué n° 0018/346 du 17 octobre 2018 publié par le recteur était clair en rapport avec la reprise du paiement de cette prime à la date indiquée c'est-à-dire le mercredi 24 septembre 2018 à 15 h : ce qui fut fait. Très rapidement, il faudrait savoir que depuis plus de deux mois, les ordres de virement et de retrait à hauteur de 238 200 000 FCFA avaient été déposés à la trésorerie générale de Maroua en rapport avec cette prime, mais sans suite. Il a fallu une relance de nos services compétents en fin septembre 2018 pour que des engagements nous soient donnés pour un virement diligent de cette prime dans les comptes de l'UMA. Par anticipation, l'UMA a consenti de payer, dès le vendredi 28 septembre 2018, sur ses propres fonds, les premiers étudiants bénéficiaires, en étant certain que la situation se régulariserait aussitôt non sans informer ces derniers que l'UMA était toujours dans l'attente des fonds relatifs à la prime d'excellence académique. Mais entre-temps, il y a eu des changements au niveau des services et des personnels du MINFI en charge de cette activité, ce qui a eu pour conséquence un retard dans le virement des fonds. Mais la situation est rentrée dans l'ordre avec le virement effectif, le mercredi 24 octobre 2018, dans les comptes de l'UMA de la prime d'excellence académique et de la reprise de leur

paiement le même jour selon le calendrier consacré. Et à date, nous avons déjà payé pour plus de 140 000 000 FCFA soit près des 2/3 des bénéficiaires et l'opération, sans doute, pour sa partie régulière, pourrait s'achever la semaine prochaine, en attendant la phase contentieuse notamment les doublons, les oublis et autres. Il faudrait aussi dire que cette suspension temporaire était due à des dysfonctionnements observés dans la chaîne de paiement de cette prime notamment l'irruption d'intermédiaires de tous genres : ce qui a motivé les autorités universitaires à arrêter ladite opération et procéder à son assainissement. Fidèle à sa philosophie de transparence, l'UMA a communiqué à chaque fois que cela a été nécessaire sur toutes ses activités, surtout celles relatives à la gouvernance sociale, car pour nous, l'étudiant est au centre de nos préoccupations.

**Un réseau mafieux aurait été démantelé autour de la distribution de cette prime d'excellence académique, lequel réseau impliquerait des étudiants, des responsables des services financiers en charge du traitement et des responsables du rectorat. Qu'en est-il exactement ?**

Il a été porté à notre attention des dysfonctionnements et immédiatement, nous avons publié un communiqué le 17 octobre 2018 annonçant la suspension provisoire du paiement de la prime d'excellence et de sa reprise le 24 octobre 2018, le temps d'y voir clair. Effectivement, à la lumière des documents consultés, des étudiants, des responsables d'association des étudiants, des personnels d'appui et d'autres responsa-



bles de l'UMA sont impliqués dans ces dysfonctionnements. Pour l'instant, des investigations sont en cours sous la coordination du Vice-recteur en charge du Contrôle interne et de l'Évaluation en vue de déterminer la nature et les acteurs de ces dysfonctionnements. Il est évident que des sanctions seraient prises à la fin des investigations, car chaque acteur impliqué répondra sur procès-verbal des faits qui lui sont reprochés. Pour l'instant, il a été procédé à la réorganisation de cette chaîne de paiement de la prime d'excellence académique ainsi que d'autres mesures conservatoires. Ajoutons que dans la majorité sinon dans tous les cas de figures répertoriés, ces intermédiaires ont agi avec le consentement des bénéficiaires.

**Combien d'étudiants sont concernés par cette prime et quels sont finalement les critères d'éligibilité ?**

Partant du montant alloué, c'est-à-dire 238 200 000 FCFA pour l'année académique

2016/2017, le calcul est vite fait en sachant que chaque étudiant devrait bénéficier de 50 000 FCfa : ainsi le nombre d'étudiants bénéficiaires est de 4764. Sont éligibles, les étudiants régulièrement inscrits en Doctorat/PhD, Master, DEA et Maîtrise, 4e ou 5e année d'une grande école (en 2017/2018); étudiants du niveau II (inscrits en 2e année en 2016/2017) et admis au niveau III en 2017/2018) avec une assez bonne moyenne obtenue à la session normale; étudiants du niveau III (inscrits en 3e année en 2016/2017) et admis au diplôme de Licence avec une assez bonne moyenne obtenue à la session normale : étudiants handicapés à raison de 10 par établissement. Sont exclus de cette prime : les étudiants du niveau I régulièrement inscrits à l'Université en 1ère année en 2016/2017); les étudiants redoublants; les étudiants en session de rattrapage; les ATER et les salariés de tous les secteurs.

**Des étudiants étrangers bénéficieraient de cette prime**

**au détriment des étudiants camerounais. Qu'en est-il exactement ?**

Au regard des critères d'éligibilité déjà énoncés, la réponse à votre question est évidente : la prime d'excellence académique est octroyée aux étudiants de nationalité camerounaise à l'instar d'ailleurs du don de 500 000 ordinateurs PBHeV du chef de l'État.

**Comment allez-vous garantir la transparence pour la suite du paiement ?**

Pour garantir la sérénité et la transparence dans le paiement de cette prime, des listes sont affichées, les guichets de paiement s'exécutent par ordre alphabétique, l'interdiction absolue d'admettre un intermédiaire, des contrôles inopinés des structures de contrôle de l'UMA sont réalisés. Sur un autre plan, des requêtes des étudiants sont enregistrées et elles connaîtront un traitement diligent comme à l'accoutumée. Je profite de votre tribune pour une fois de plus réitérer notre ferme volonté de combattre sous toutes ses formes, les actes de corruption et leurs corollaires, car à notre sens, l'éthique, la responsabilité et le vivre ensemble ne sauraient s'accommoder de telles pratiques surtout à l'UMA qui ambitionne d'instaurer une gouvernance universitaire exemplaire. En outre, j'invite les étudiants bénéficiaires de la prime d'excellence académique à rester vigilants et surtout à reporter à nos services, tout acte de nature à troubler la sérénité de cette opération. Et pour finir, l'UMA semble être la seule Université d'État, à date, à avoir procédé au paiement de la prime d'excellence académique 2016/2017. ■



**ADAMAOUA.** Généralement issues de familles pauvres, rejetées après une grossesse, certaines misent sur l'école pour réussir.

# Le casse-tête des élèves mères dans les établissements

Par Bertrand Ayissi

Un enseignant en service dans un établissement de Ngaoundéré, ne s'est toujours pas remis du traumatisme d'un soir de novembre 2017. Revenant d'une virée nocturne, il surprend une de ses élèves au quartier Baladji 1. Celle-ci se prostitue. Bouleversé, mais adoptant une approche pédagogique, le dialogue avec son élève lui révèle qu'elle est « obligée » de chercher de l'argent pour payer sa chambre, se nourrir, payer ses frais de scolarité et surtout, envoyer de l'argent pour son enfant resté avec sa mère dans un village de la région de l'Est. Le « secret » qui lie depuis lors l'enseignant à son élève demeure. Celle-ci a, au moins, la volonté de poursuivre ses études. Dans l'Adamaoua, nombreuses sont ces filles à être précocement mères, et à n'avoir jamais connu le chemin de l'école ou à avoir jeté l'éponge. Généralement abandonnées par les géniteurs de leurs enfants et plus souvent démunies, certaines ont recours au centre social de Ngaoundéré pour obtenir une pension alimentaire. Ici, dans le registre des conflits conjugaux où d'unions libres, plus de 200 filles-mères se plaignent par an. « Les filles sont envoyées en mariage très tôt. La conséquence, quand elles deviennent matures, c'est qu'il y a trop de divorces, ce d'autant qu'il ne s'agit le plus souvent que du mariage coutumier ou religieux. C'est donc facile de s'en défaire, contrairement au mariage légal. Il est de plus en plus difficile de voir des mariages de 30 ou 40 ans, car la femme a envie de refaire sa vie ailleurs, pareillement pour l'homme et ce sont les enfants qui en paient les frais », expliquait en 2017, Sanam Fatoumaka Keita, ancien chef du centre social de Ngaoundéré.

La plupart du temps, selon cette responsable, ce sont ces filles-mères qu'on retrouve en première loge dans les milieux de la prostitution dans



Mes sœurs. Réfléchissez avant d'agir.

l'Adamaoua en général, et elles sont impliquées dans bien d'autres tares sociales. L'instinct de survie les y contraint, à en croire certaines avec qui nous avons échangé. D'autres ont pourtant choisi de prendre leur destin en main, en allant à l'école, même en se compromettant.

## CONTRAINTES

Mais, l'école a ses exigences. Et dans l'Adamaoua, on fait d'emblée fi du statut d'élève, fille-mère. « L'école ne discrimine pas, mais prend l'enfant dans son entièreté. C'est pour cela que la tenue est imposée. La situation des filles-mères, étant dans une zone d'éducation prioritaire, quel que soit le cas, c'est simplement l'élève que nous recevons. Nous ne nous intéressons pas à la vie privée de chaque enfant en dehors de l'école », confie Mathias Assana, délégué régional des Enseignements secondaires de l'Adamaoua. Les filles-mères dans les établissements de la région sont bel et bien présentes. Il y en a qui acquièrent ce statut pendant leur scolarité, et les textes sont clairs. « Il y a un temps pour toute chose. Le

temps de l'école doit être réservé exclusivement à l'école et à la formation. Mais, emportées par le désir, séduites par des belles paroles, certaines de nos élèves sont attirées et se laissent aller. La conséquence, c'est que de manière inattendue, sans être préparées, elles attrapent une grossesse. Lorsque le cas est découvert à l'école, les textes ministériels prévoient que si l'auteur de la grossesse est un élève, les deux, garçon et fille, doivent aller en congé, jusqu'à ce que la fille accouche. Et si la fille a l'âge pour reprendre ses études, elle le fait. Évidemment, quand elle reprend ses études, il y a problème parce qu'elle n'est plus seule. Il faut prendre soin de l'enfant, apprendre ses leçons, logiquement, la vie de la jeune fille est déjà bousculée. Cette fille doit donc avoir une force psychologique pour pouvoir réussir dans la vie », déclare le délégué régional des Enseignements secondaires de l'Adamaoua.

Mais déjà dans l'Adamaoua, les filles-mères en général, et élèves en particulier, se doivent d'affronter la prise de position défavorable des parents en cas de grossesse. Il faut tenir face

au rejet. « Nous nous occupons des filles-mères élèves. Il faut préciser qu'il y a des filles-mères au foyer, il y en a qui, depuis l'âge de 14 ans, sont mariées coutumièrement. Il y en a qui ont été répudiées. Il y en a qui sont devenues filles-mères à cause du viol ou de la fornication. Ce domaine est très vaste. Pour ce qui est des élèves, filles-mères, elles sont généralement dans la tranche d'âge de 13 à 20 ans. Évidemment, ces nombreux cas issus des viols, répudiations, mariages précoces et même des cas où la fille accomplit volontairement l'acte sexuel, ne sont pas faciles; c'est compliqué. La plupart est chassée de la maison après une grossesse. Et c'est compliqué qu'une enfant prenne soin d'un autre. Mais avec le temps, elles s'intègrent », explique Aïssatou Alim, prési-

dente de l'Association pour la Promotion et la Protection des Droits humains et l'Accompagnement des Filles-Mères (Aprodhafim) basée à Ngaoundéré.

## TÉMÉRITÉ

L'Aprodhafim ne compte pas baisser les bras face au phénomène. « Notre association n'a pas des moyens pour les prendre en charge, mais nous les confions aux affaires sociales ou à la promotion de la Femme et de la Famille. Nous faisons parfois la médiation pour les ramener en famille. Nous convenons souvent avec cette famille que l'auteur de la grossesse prend en charge l'enfant et la mère », indique Aïssatou Alim.

En tout cas, c'est à bras ouverts que la communauté éducative de l'Adamaoua accueille ces adolescentes « égarées » à moment de leur vie. La maternité n'est pas un crime, mais c'est bien le temps où elle survient qui pose problème, s'évertuent à faire comprendre les enseignants aux élèves filles-mères. Cas pratique au lycée technique de Ngaoundéré Mardock, où quatre cas ont été recensés durant l'année scolaire 2017-2018. Les deux élèves en 4e année Couture sur mesure ont, en plus d'avoir enfanté, réussi l'examen du CAP et poursuivent leurs études actuellement en classe de Seconde option Industrie d'Habillement. Celle en Première option Comptabilité et Gestion a pu avoir son probatoire et est inscrite en Terminale cette année. Comme quoi, être fille-mère n'est absolument un obstacle pour réaliser ses rêves en s'éduquant. ■

## La difficile conciliation école-maternité

Par Nadine Ndjomo

Elles sont mères, parfois épouses et encore adolescentes. Dans les établissements scolaires du Septentrion et pas seulement, on retrouve ces jeunes « adultes » qui découvrent la vie, apprennent tant bien que mal ce qu'elle est, et font face aux difficultés d'adultes. Neuf filles-mères sur 10 interrogées dans les trois régions septentrionales (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord) du Cameroun, avouent leur défaillance quant à la capacité de pouvoir concilier aisément leur vie d'adolescentes, d'élèves et surtout de mères ou d'épouses. Entre suivre et respecter le programme

d'études et l'emploi du temps imposé à l'école, la dose de rigueur que nécessitent les études, les caprices et les désagrèments des neuf mois de la gestation, le courage, la responsabilité et le sacrifice nécessaire à l'éducation d'un enfant, ces filles-mères ont de la peine à dissimuler leur comportement benêt, très souvent puéril. Car à la réalité, ces « jeunes adultes », victimes de grossesses précoces, sont encore des adolescentes.

D'après l'institut de statistique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), ces filles-mères dans le Grand-Nord sont âgées de 10

à 18 ans. L'organisation onusienne estime d'ailleurs à 70 % le nombre de jeunes filles analphabètes dans le Septentrion. Et parmi elles, 23,4 % sont freinées dans leurs études à cause des grossesses précoces et 12% de mariages précoces. C'est une situation déplorable, que combattent les différentes associations de lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles, les organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans ce sens, l'Etat à travers ses différents ministères en charge de la promotion de la femme, des affaires sociales et surtout de l'éducation de Base et des Enseignements secondaires. ■

## Lawrence Ngardi (RIP)



18 July 1958 to 29 September 2018  
18 juillet 1958 - 29 septembre 2018

"These things I command you, that you may love one another" (John 15:17)

"Ce que je vous commande, c'est de vous aimer les uns, les autres" (Jean 15:17)



**Philippe Danga,** ancien garde du corps d'Ahmadou Ahidjo et Paul Biya.

## «Paul Biya n'a jamais soulevé la tête devant son patron Ahidjo»

**Entretien mené par  
Bertrand Ayissi**

### Qui est Philippe Danga ?

Je suis un maréchal de logischef à la retraite depuis 1996. Mais je précise que je suis né le 27 février 1942 à Ngaoundéré, quand le clairon colonial sonnait. La nature m'a privilégié, car je suis fils d'un ancien soldat allemand, ancien caporal de l'armée française; engagé en 1912 dans l'armée allemande, il est refoulé en 1918 et rappelé dans l'armée française en 1920 et y prend sa retraite en 1935. Mon père, le caporal Garga, a été rappelé pendant la Deuxième Guerre mondiale pour être régisseur de la prison de Ngaoundéré. Je suis un Mboum de Ngaoundéré. J'ai abandonné l'école en 1959 au Cours moyen 1, mais j'étais très brillant. Mes camarades m'appellent «12 métiers avec quelques connaissances accessoires». Ce, parce que je suis un ancien vendeur de kolas au marché central de Ngaoundéré entre 1949 et 1950, ancien taxi-vélo de 1950 à 1953, ancien collecteur de l'or et diamant à Batouri en 1959, vendeur au marché central de Yaoundé en 1960, blanchisseur de 1962 à 1964, boucher, éboueur, etc.

### Pouvez-vous raconter quelques moments phares de votre carrière dans la gendarmerie nationale ?

Je suis entré dans l'armée de terre en 1966. Je passe deux ans huit mois dans l'armée et j'ai changé de corps par voie de concours en 1968. De fait, des mercenaires sont venus, ont attaqué et tué des élèves gendarmes. Le commandant Bouba Kaélé à l'époque, commandant du bataillon de service et de commandement à Yaoundé, est parti avec ses troupes et a tué ces mercenaires qui détenaient des armes lourdes. Bouba Kaélé a donc appelé le président Ahidjo qui est venu voir, pour constater que les soldats camerounais avaient des petites armes et que ces mercenaires avaient des armes modernes. Séance tenante, le président Ahidjo a téléphoné en France, pour commander des armes. La France a dit qu'elle envoie des semi-automatiques. Le président Ahidjo en a demandé la signification et les techniciens lui ont dit qu'il s'agit d'armes qui prennent seulement dix cartouches. Mais les mercenaires avaient des Fal» de 20 à 50 cartouches. Le président Ahidjo n'a pas demandé l'avis de la France, et a envoyé le général Nganso qui était commandant à l'époque, pour aller chercher des armes en Belgique. Ce sont ces armes que nous utilisons



jusqu'à présent. Le président Ahidjo a aussi décidé qu'à partir de cet instant, le centre d'instruction des policiers, gendarmes et militaires, c'était à Ngaoundéré. Il a ainsi décidé qu'on choisisse 75 meilleurs soldats pour renforcer la gendarmerie par voie de concours. J'étais parmi les 1800 personnes à avoir compété, mais on n'a pris que 39. Car l'époque, entre 1968 et 1969, le Cameroun comptait 39 départements. Donc, je représentais, moi seul, l'immense département de l'Adamaoua de l'époque qui s'étendait de Mbé à Bankim. À l'issue de ce concours, tous les nordistes avaient été reversés à la présidence pour la sécurité. Les lauréats anglophones sont partis à l'école de gendarmerie et les autres déployés ailleurs.

### C'est après le concours que vous vous retrouvez donc auprès du président Ahidjo ?

Oui, effectivement. Je fais partie de la garde rapprochée du président Ahidjo de 1968 à 1975. Avec les autres camarades, nous assurons la protection du chef de l'État dans tous les palais, y compris sa famille et les biens. Il y a des gardes qui voyageaient avec lui à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les autres restaient sur place. Il faut préciser que la garde et les mouvements du pré-

sident étaient rotatifs pour mes camarades et moi. Moi j'ai particulièrement fait tous les déplacements du chef de l'État à l'intérieur du pays pendant sept ans.

### Alors, qui est le président Ahmadou Ahidjo que vous côtoyez pendant sept ans ?

Le président Ahidjo est un commandeur de la République. C'était un homme très discret. Même au palais, on le voyait de temps en temps. Il m'est arrivé une fois, en 1969, tout jeune gendarme, de le rencontrer dans son salon le matin à 7 h, en partant hisser le drapeau à l'ancien palais où se trouve actuellement le musée national et le ministère des Arts et de la Culture à Yaoundé. En effet, j'avais le drapeau entre les mains et les portes se ressemblaient; ne sachant quelle porte ouvrir, je me retrouve directement au salon où je tombe sur le président Ahidjo en train de boire son café. Apeuré, j'ai serré le talon, donnant mon adresse : «Gendarme Danga Philippe, en service à la présidence, sécurité rapprochée du chef de l'État,

**Né le 27 février 1942 à Ngaoundéré, il se présente comme «soldat habillé en gendarme». Philippe Danga, Mboum de Ngaoundéré qui vit paisiblement sa retraite dans sa ville natale depuis 1996, a le privilège d'avoir servi le premier président du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, et l'actuel président Paul Biya dont il a assuré la garde pendant un mois, du temps où il était alors secrétaire général à la présidence de la République. Cet homme très cultivé, véritable rhéteur, se remémore quelques moments de son service auprès des deux hommes d'État, non sans se prononcer sur l'actualité après l'élection du 07 octobre dernier.**

légion garde weekend, escadron honneur numéro 1, peloton honneur numéro 2, secrétaire, à vos ordres, Excellence monsieur le Président». Il m'a demandé de manière très affable : «Que puis-je pour vous, monsieur le gendarme ?» Je lui ai répondu : «Je me suis trompé de porte, Excellence». Il a tellement ri, s'est marré, et m'a demandé si je pouvais me retrouver. J'ai répondu par l'affirmative. J'ai vraiment été marqué parce le président n'a fait que m'appeler : «Monsieur le gendarme». Je suis sorti, j'ai attaché le drapeau avec difficulté parce que je

pesais 54 kilogrammes; mais mes camarades Toupouri, très forts qu'ils étaient, l'attachaient toujours avec toute leur énergie. Donc, pour détacher, c'était un problème, mais j'ai réussi à détacher et attacher le drapeau. Et quand je descends, je revois le président Ahidjo et je vais encore, tout paniqué, me présenter. Il m'a dit : «Je connais déjà ton adresse». Il a sorti une enveloppe qui contenait 100 000 FCfa, et me l'a glissée. J'étais aux anges ce jour-là.

### Au-delà de cette rencontre fortuite avec le président Ahidjo, y a-t-il un autre fait qui vous a marqué durant les sept années où vous avez servi dans sa garde rapprochée ?

Je vais sincèrement vous dire que président Ahidjo était craint. Nous avions tous peur de lui. C'était un homme imposant, mais une personne très généreuse et très expéditive. Je vous conte une autre anecdote. Après la réception du 20 mai 1973 au palais, nous les hommes de garde avions le buffet à notre portée. Étant handicapé de taille, j'ai pris un gros verre, dose adulte, et je l'ai rempli d'un cocktail de jus, champagne, whisky, vins... J'ai commencé à chanter la louange de l'alcool, sans savoir que le président Ahidjo était au-dessus de nous, en train d'écouter. Je disais : «Oh, toi alcool ! Toi qui ragaillardis les jeunes et fortifies les vieillards, toi que musulmans et protestants ont refusé et nous t'avons accepté avec bon cœur, vas, nous te trouvons comme cercueil notre gorge et comme tombeau, notre ventre. Repose en paix !» Aussitôt que j'avais fini mon ode à l'alcool, voulant boire, le président Ahidjo a éclaté de rires, et pour nous les gardes, c'était la débâcle. Nous avons fui. C'est comme ça qu'il a envoyé l'aide de camp, le capitaine Goura Beladji pour me demander de réciter encore mon poème. Le capitaine m'a dit que j'avais fait rire le président et il était venu avec un calepin pour écrire mon poème. J'avais peur d'être puni, mais il m'a rassuré que le président avait plutôt admiré le poème et la manière de le réciter. Le président Ahidjo a passé 72 heures avec ce poème, le partageant au téléphone avec ses amis proches Houphouët Boigny et Léopold Sédar Senghor, leur signifiant que c'est son gendarme qui en est l'auteur.

### Connaissez-vous Paul Biya, l'actuel président de la République du Cameroun, pendant que vous gardiez le président Ahmadou Ahidjo ?

Permettez-moi d'abord de



dire que le Cameroun a la chance d'avoir eu, jusqu'ici, deux hommes d'État, dont le président Paul Biya, qui ont leurs bonnes qualités et leurs défauts. Je connais justement le président Biya pendant que j'officialiais dans la garde rapprochée du président Ahidjo. Je vais d'ailleurs vous dire que le président Biya a été mon patron direct. Je l'ai gardé pendant un mois quand il était secrétaire général à la présidence. En effet, son garde du corps personnel était parti en congés. On avait demandé qui devait aller garder le secrétaire général, précisant qu'avec lui, c'est le sport permanent. On m'a désigné et ça me convenait parce qu'auparavant, j'avais fait du taxi-vélo à Ngaoundéré. La première question qu'il m'a posée, c'était si je connaissais monter à vélo. Je lui ai dit : « C'est ma spécialité, Excellence monsieur le ministre d'État ». Nous avons passé un mois de travail joyeux. Il voulait même me garder. Nous faisons du vélo tous les jours, principalement sur la route de Mbalmayo et de temps en temps, il partait au cinéma Abbia pour regarder des films. En un mois, je découvre un homme très calme, très assidu et ponctuel. Pour le ministre Paul Biya de l'époque, l'heure c'est l'heure. Je travaille avec un homme très respectueux, qui n'a jamais soulevé la tête devant son patron Ahidjo. Il lui avait toujours fait allégeance. Au bout d'un mois, on s'est

séparé et de temps en temps, je partais le saluer au bureau ou à domicile. Nous avons coupé les ponts quand il est devenu président de la République. Ce d'autant que je me suis retrouvé dans les unités territoriales de la gendarmerie et j'avais beaucoup de travail.

#### Qu'advient-il lorsque vous quittez la présidence de la République en 1975?

Ayant servi de 1968 à 1975 à la garde rapprochée du président Ahidjo, je suis redéployé à la brigade territoriale de Ngaoundéré comme gendarme. J'ai par la suite passé le concours Ciat 2 gendarmerie en 1982 et je deviens maréchal de logis en 1985. J'ai été affecté à la brigade territoriale de Tibati, ensuite à Bafoussam où j'ai passé quatre ans à commander cette brigade. Il faut noter qu'à l'époque, de 1960 à 1985, les commandants de brigade étaient des maréchaux de logis et maréchaux de logis-chefs. Donc, j'ai commandé 28 gendarmes à la brigade territoriale de Bafoussam étant maréchal de logis-chef, et celles de Bandjoun, Bamendjou. C'est après que j'ai été ramené à l'état-major à Ngaoundéré comme chef de service général adjoint de 1992 à 1996 quand j'ai pris ma retraite.

Quel regard por-

#### tez-vous aujourd'hui sur la gendarmerie et l'armée en général où certaines dérives sont de plus en plus relevées ?

Les choses ont changé parce que maintenant, les gens mettent l'argent devant. Chacun veut être riche par tous les moyens, ce n'était pas comme ça à notre époque. Nous travaillions d'abord pour mériter notre salaire. Je me rappelle quand j'étais à la brigade territoriale de Bafoussam, j'ai procédé à l'arrestation d'une élite qui m'a présenté trois millions FCfa? Je lui ai demandé de payer l'avocat qui devait le défendre. Il s'est mis à pleurer, disant qu'il n'avait jamais fait la cellule. Il avait quatre chefs d'accusation : détournement d'un camion de 65 millions FCfa, émission d'un chèque sans provision de 42 millions, escroquerie foncière et menaces à main armée. J'ai bouclé mon enquête, il a fait trois mois de prison et quand il est sorti, il m'a cherché pour me remercier.

Je vais vous paraphraser un proverbe haoussa qui dit que le pet après le caca ne sent plus. C'est juste une manière de dire à ceux qui s'agitent que Biya est là parce que Dieu en a décidé. Lui-même a dit que ne dure pas pouvoir qui veut, mais qui peut.

#### Que vous inspire la réélection de Paul Biya à la présidence de la République, dans un contexte où des contestations postélectorales fusent ?

Je vais vous paraphraser un proverbe haoussa qui dit que le pet après le caca ne sent plus. C'est juste une manière de dire à ceux qui s'agitent que Biya est là parce que Dieu en a décidé. Lui-même a dit que ne dure pas pouvoir qui veut, mais qui peut. C'est Dieu seulement qui va l'enlever. Tous ceux qui aspirent à la fonction présidentielle au Cameroun, pour le moment, doivent attendre. Je me rappelle de Mitterrand qui a d'abord eu 10 ou 7 % à sa première candidature. Finalement, il est devenu président. Ne soyons donc pas pressés, ne bousculons pas les choses. Paul Biya a battu très lamentablement ses adversaires et ils doivent le comprendre. Donc, toutes les menaces qui se font sont et resteront sans effet. Et puis, n'oublions pas que les Camerounais sont très matures. On a vu certains qui ont répondu à ces contestataires de faire d'abord venir leurs enfants de l'étranger pour qu'il y ait des marches de protestation.

#### Quels conseils pouvez-vous donner aux Camerounais ?

Aujourd'hui, j'ai 76 ans et huit mois. Et

quand vous voyez une personne vieille et heureuse, ce n'est pas le fait du hasard. Il y a des règles de vie qu'il faut suivre permanentement. En tant que docteur en conseils moraux, je peux donner trois règles aux Camerounais. Premièrement, il faut agir en homme civilisé. Et pour être un homme civilisé, il faut maîtriser sept choses : la crainte de Dieu quelle que soit la religion, la vérité doit être la nourriture de chacun, la patience doit être le souffle de l'Homme, il ne faut pas insulter, il ne faut pas dénigrer, il ne faut pas envier quelqu'un et il ne faut pas prendre la chose de quelqu'un. La deuxième règle, c'est qu'il faut aimer trois choses, détester trois choses et contrôler trois choses. Il faut aimer Dieu, ta famille au sens le plus large qui intègre simplement l'être humain, et protéger son honneur. Il faut détester le mensonge, la méchanceté et la naïveté. Il faut contrôler ta langue, ta conduite et ton caractère. Troisièmement, pour terminer, il faut savoir banaliser les 10 conflits que gère un être humain. Nous gérons le conflit de races, le conflit de tribus, le conflit de familles, le conflit de générations, le conflit intellectuel, le conflit religieux, le conflit de solidarité, le conflit d'intérêts, le conflit d'égalité et le conflit des hommes. Ce sont mes imaginations, je n'ai appris tout cela de personne. ■

**ADAMAOUA HÔTEL PLUS**  
Ngaoundéré

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré

Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com



## MUSIQUE

## Ces voix qui font honneur au Grand-Nord

Certaines sont connues, d'autres moins. Il y en a qui se sont éteintes, mais qui restent gravées dans la mémoire collective nationale. Ressortissants du Grand-Nord, ces artistes ont en commun de représenter dignement le riche patrimoine culturel de cette partie du pays.

Dans l'optique de leur rendre hommage, votre journal présente quelques-unes de ces voix emblématiques du Septentrion.

Un dossier de la rédaction

## ALI BABA

## Le père du « tchatcha merengué »



Par Marie Lucie Ayaka

Le « tchatcha merengué » est l'un des titres phares du chanteur Ali Baba de regrettée mémoire qui a ému de nombreux mélomanes à l'échelle nationale et même internationale. Ahmadou de son vrai nom est née en 1955 à Yaoundé. Son père était d'origine sénégalaise et sa mère une Camerounaise originaire du Mbam et inoubou dans la région du Centre. Son papa qui s'appelait Ali Baba, nom qui sera utilisé plus tard par Ahmadou comme son nom de star a été affecté à la

mairie de Garoua. Très tôt, ils se sont approprié la culture du Grand-Nord. Auteur de trois albums de plusieurs titres tels que « wayo » sorti en 1985 et produit par... en France qui est une chanson de réjouissance, « tchatcha meringue » sortie en 1986 et produite par Moussa Haïssam, « mbéré kaki » paru en 1987, son style particulier et séducteur faisait rêver plus d'une femme.

Le père du « tchatcha meringue » et plusieurs autres artistes de renom tel que Manu Dibango avait commis un titre à l'honneur de l'inauguration du

palais des congrès en 1982. Auteur, compositeur, guitariste, percussionniste, peintre et acrobate, Amadou débute en 1980 dans le Ballet national du Cameroun, une troupe qui lui a permis de maîtriser les œuvres du patrimoine musical du pays. Il réussit à promouvoir la danse Nyama nyama et des musiques sahéliennes du Nord du Cameroun et créer son propre style, le Goumba Soul Gandjal. Il décède en 2004 de suites d'une insuffisance rénale et laisse huit enfants orphelins. ■

## AMINA POULLOH

## La reine du Sahel

Par Bertrand Ayissi

Lorsque Amina Poulloh voit le jour le 21 février 1969 à Tibati, elle ne se doute pas qu'un jour elle fera des émules avec sa voix. Née d'un père fonctionnaire ressortissant de Mokolo dans le département du Mayo-Tsanaga et d'une mère native de Bogu dans le Diamaré, la jeune Amina est éduquée dans la pure tradition musulmane. « Je suis entrée dans la musique parce que naturellement, j'aime la danse. Mais je ne me voyais pas devenir artiste musicienne en tant que fille peulhe musulmane. Et quand la télévision est arrivée au Cameroun, j'ai constaté que les filles de toutes les régions chantaient, mais il n'en était rien dans le Grand-Nord. Je me suis donc : pourquoi ne pas essayer ? Il faut pourtant avouer que le véritable déclic avec la musique, c'est à la suite de mon divorce. Car je me sentais seule, ne pouvant quitter le mariage avec mes trois enfants parce que la tradition musulmane l'impose, j'ai commencé à aller m'amuser dans les cabarets pour calmer mes douleurs. C'est ainsi que le chef d'orchestre du cabaret Mizao à Maroua, le défunt Samson Tchatchoua qui était un pianiste, a détecté en moi un talent et m'a beaucoup encouragée à faire carrière dans la musique », se remémore-t-elle. Passer outre la tradition et culture musulmane, n'est pourtant pas de toute aise pour la jeune artiste en herbe. La crainte de la réaction des parents est même une hantise. Mais les petites voix de la muse qui sommeillent en Amina Poulloh, finiront par s'extérioriser. Elle sort un premier single avec l'aide du piano de Samson Tchatchoua. Et les hommes de média s'intéressent à elle, Amina Poulloh prend goût à la musique.

« L'État m'a beaucoup aidée,



ce qui n'a pas été le cas des élites du Septentrion et de mes parents. C'est quand j'ai été nommée au Canal d'or en 2011 que le Grand-Nord a compris que je valorise la culture du Sahel et des gens ont commencé à m'apporter du soutien. C'est le cas d'Alhadji Kadri Yaya qui m'a aidée parce qu'il est fan de la musique sahélienne. Aujourd'hui, celle qui me soutient le plus, c'est Aminatou Ahidjo. Le ministère de la Culture actuel m'a aussi aidée pour mon nouveau single qui va sortir incessamment, intitulé la beauté africaine. Par contre, j'ai beaucoup plus été soutenue par des "Gadamayo", c'est pour cela que je me sens à l'aise à Yaoundé », affirme l'artiste. Au sommet de sa renommée, Amina Poulloh n'est pourtant pas à l'abri des critiques. De fait, certains musulmans qualifient toujours ses chansons comme osées. Mais l'artiste a appris à être au-dessus de telles considérations. « Être la toute première fille musulmane à

devenir chanteuse à l'époque, était déjà très grave pour certains. Mais je ne fais que dire la vérité dans mes chansons, car un artiste est un messager et conseiller. Si en chantant l'amour, les gens analysent autrement, libre à eux. De fait, j'ai remarqué que dans le Grand-Nord, les femmes sont lésées; l'homme ne donne que de l'argent à la femme, tout ce dont elle a besoin, mais il oublie le détail qui lie vraiment un homme et une femme. Il y en a qui abandonnent leurs femmes pendant six mois, celle-ci ne rase que les murs. Donc, je passe le message aux hommes, pour leur dire que nous, les femmes musulmanes, n'avons pas seulement besoin d'argent, de bijoux, de vêtements; mais nous avons besoin de la présence de nos maris. Au-delà de tout, il ne faut pas fier à ces critiques, ces hommes aiment ma chanson et l'ont jalousement dans leurs téléphones. ■

## SÉLANGAI

## La sirène du château d'eau



Par Nadine Ndjomo

On a beau la critiquer, mais Sélangai est l'une des artistes les plus en vue de l'Adamaoua. Quand on parle de musique dans cette région, on ne peut ne pas la citer. Parfois, c'est à se demander si elle est la seule artiste chanteuse de la région Château d'eau. Que Nenni ! Evoluant dans un milieu jadis misogynne, cette fille de Meiganga dans le département du Mbéré, région de l'Adamaoua, a su se faire une place. Une place sombre pour certains, parce que très souvent comparée à « la femme du peuple » à cause de son habillement et sa lascivité. Mais des qu'en-dira-t-on, Marie Adiza de son vrai nom, n'en a cure. Elle arbore tête haute, sourire éternel sur son visage de poupon, tous les attributs qu'on lui donne à tort ou à raison. Dans « Bizannou » ou « les hommes du monde », son dernier album (2017) elle revient sur ces infamies qu'elle reçoit. En Gbaya; sa langue locale, elle aborde aussi des thèmes dont la haine, le triste sort réservé aux femmes stériles, par la société africaine, mais davantage par la belle-famille. Sélangai condamne

l'inceste, en faisant des remontrances aux parents, qu'elle accuse d'être les auteurs de cet acte ignoble. Célibataire et mère de deux enfants, la chanteuse vomit les hommes qui abandonnent femmes et enfants, une fois que leurs conditions de vie s'améliorent. Alors que ceux-ci étaient là alors qu'il était au plus bas. Dans les bacs depuis un an, Bizannou est en promotion. C'est d'ailleurs le deuxième album solo de cette actrice. Le premier, « be oly » ou « orphelin » en langue Gbayas, est sorti en 2010. Un an plus tard, la jeune artiste, âgée de 25 ans à l'époque, sort avec le « Gnassara » ou le « grand appel » groupe qu'elle a créé, le deuxième album. Né le 23 mai 1986 à Yaoundé, le patronyme de Sélangai n'est pas seulement collé à la musique. Élève de l'alliance franco-camerounaise de Ngaoundéré, c'est dans cette école de l'art pluriel que Marie Adiza découvre, apprend, se passionne et démarre une carrière dans le 7e art. Aujourd'hui, elle est à plus d'une dizaine de collaborations avec des réalisateurs tels que Harisiapi, Hans Bello, Thierry Ntamack... ■



## ABDOU BENITO

# Le père des orphelins

Par Vladimir Martin

«Lorsque j'éleve ma voix à travers l'univers c'est pour chanter les souffrances de la terre, je chante pour les enfants qui n'ont plus de mère...» Ce sont ces paroles de son titre l'orphelin qui ont fait d'Abdou Benito l'un des artistes sahéliens les plus célèbres de sa génération. Né à Garoua dans la région du Nord en 1953, Abdou Benito est officiellement enregistré au centre d'État civil sous le nom de Marcus Wotema Baouro. Issu d'une famille donc le père serait originaire de l'Est Cameroun, il se montre très vite intéressé par les sonorités sahéliennes. Jeune, écouter la musique tout en mimant semble être l'un de ses passe-temps favoris. Pourtant, c'est l'enseignement qui sera finalement le métier de sa vie. «Nous avons été étonnés de le voir entrer à l'École normale des instituteurs d'enseignement général de Garoua plus

connu sous le nom d'Enieg», se souvient l'un de ses camarades d'école. Enseignant, Abdou Benito se montre assez sérieux à la tâche au point d'être un peu détesté de ses élèves qui n'aimaient pas trop l'école. «Je me souviens qu'un jour il était venu chercher mon feu grand frère en le tenant par l'oreille de la maison jusqu'à l'école qui était environ à 100 mètres de chez nous», se souvient Djonmaila, un de ses anciens élèves.

Pourtant, mieux que l'enseignement, ce natif de Garoua à la musique qui coule dans ses veines. S'il est tant féru de musique, c'est bien parce que son père l'y entraîne innocemment. «Son père était un mélomane qui se plaisait à séduire les foules avec sa musique», se souvient un de ses anciens voisins d'enfance. S'il ne fait pas les rues pour chanter, il ne reste pas assidu à sa jeune carrière qui a failli tourner au vinaigre. «Avant 1990, il compose une chanson qui avait été



attribuée à tort à Ottou Marcellin qui était de loin son aîné dans la musique. C'était 'L'orphelin', une très belle mélodie qui avait d'ailleurs servi pour un film à la CRTV. Mais le temps lui donnera raison parce que lorsqu'il réussit à attraper un vrai producteur, cette chanson fera le tour du monde et le sortira de l'ombre», se souvient Aladji un de

ses proches. Très vite, il monte rapidement les marches de la

célébrité au point d'être l'invité de toutes les grandes cérémonies de Yaoundé. Fort de caractère, parfois impulsif, mais très attaché à ses amis donc il traînait toujours quelqu'un lorsqu'il devait se produire, Abdou Benito était jusqu'à sa mort père de huit enfants à qui il inculque de son vivant un rythme de travail sans complaisance. Mort de suite d'insuffisance rénale et de pneumonie le 26 janvier 2012 à l'hôpital régional de Garoua, Abdou Benito est inhumé le même jour au cimetière musulman de Garoua comme l'exige la tradition musulmane. ■

## ISNEBO

# La voix majeure de Faadah Kawtal

Par Marie Lucie Ayaka

Isnebo est l'un des pionniers du célèbre groupe Faadah Kawtal créé en 1992. Lequel a fait chavirer les cœurs de nombreux mélomanes des régions septentrionales et du Cameroun. De son vrai nom, Daniel Haman, le père du goumba balewa, ce rythme assez original a écrit ses premiers textes en 1985. Deux ans plus tard, il a commencé à prêter au sein de plusieurs groupes comme le rocafiesta. Il est originaire de la région du Nord, plus particulièrement du village Biou dans le département du Mayo-Louti. Plusieurs opportunités se sont présentées à lui à savoir la réalisation de la bande originale d'un film de Patrick Grandperre, réalisateur français qui lui a permis de se révéler au monde entier. Cet homme de 52 ans a beaucoup appris en travaillant avec Ali Baba, Sanda Oumarou, Abdou Benito et bien d'autres artistes.

Ce fin poète peint la société telle qu'elle est en dénonçant les fléaux auxquels elle fait face à travers ses textes. C'est le cas de "Kilanta", qui fustige la femme africaine moderne qui ne parvient pas à faire son devoir dans le foyer. Jadis, la seule présence d'une femme à la maison garantissait le fait que la maison soit bien chauffée et bien rangée... Par contre son absence se fait ressentir tout de suite, par ce que



l'homme étant occupé à chercher les moyens pour la survie du foyer. Suite au problème d'insécurité qui sévit dans le Grand-Nord, sous sa houlette, un collectif d'artistes musiciens appelé "Ngondal" à vue le jour. Ceux-ci ont commis le titre "Déhéde" pour sensibiliser le grand public à vivre dans la paix.

L'artiste a également une prédilection pour l'amour, en témoignent les nombreux titres de ses albums comme "Béléré berdé am", "Mariam" lesquels sont fredonnés lors des mariages à la sahélienne. D'autres thèmes comme le

vivre ensemble, l'immigration des jeunes sont évoqués par le fils du Mayo-Louti. C'est le cas de "Derkédjo" issu de son tout premier album, dans lequel il parle de ces jeunes qui aspirent à s'expatrier sans s'être préparée. Alors ils vont faire l'objet de toutes les souffrances là-bas. A travers sa musique, il essaie de les dissuader en les conscientisant sur le fait que notre pays aussi regorge de beaucoup d'opportunités. Il suffit de se retrousser les manches pour pouvoir prospérer. L'artiste se prépare à commettre un nouvel opus pour la CAN total 2019. ■

## BIENVENU TSAMAHA

# La star du Mayo-Tsanaga



Par M.L.A

Originaire du Mayo-Tsanaga, Bienvenu Tsamaha qui est né le 9 septembre 1986 à Mokolo a commencé la musique à l'âge de 12 ans à l'école du dimanche. Et à partir de là qu'il intègre la chorale nouvelle génération de Mendze à l'âge de 15 ans. En 1999 il sort son premier album, avec pour titre «Allons y donc à la rencontre de notre Seigneur Jésus-Christ 'Ngatoukouna'. Depuis, le jeune artiste a commis sept albums de sept titres chacun. Dont les messages se situent autour de la paix, de l'exode rural, de l'amour. Bienvenu Tsamaha a choisi de vulgariser la culture du peuple Mafa à travers ces chants j'ai osé chanter pour mon peuple parce que j'évite que dans le temps la culture mafa soit abandonnée à elle-même. C'est je

suis sortie du registre religieux pour d'autres rythmes comme le houdok qui est la danse au clair de la lune, le dalinga, le mara» L'artiste ne fait pas que chanter. Il consacre également sa vie à ses études. Après l'obtention de son baccalauréat d'enseignement général au lycée classique de Mokolo à l'Extrême-Nord en 2005, il s'inscrit à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré. Et obtiens plus tard une bourse pour le Mali, ensuite il a reçu une bourse en déclarant en douane transit à Douala à l'Université de l'eau. Toutefois la star rencontre des difficultés qui ne lui permettent pas de faire valoir sa musique au-delà des frontières. Par ailleurs il recherche un manager, un producteur et souhaite que la situation des artistes musiciens du Septentrion et du Cameroun tout entier s'améliore. ■



SAMBO-LABO. Hawaou Moussa est détenue à Banyo.

## Une femme de 22 ans tue son amant de 38 ans

Par Bertrand Ayissi

Hawaou Moussa, une jeune femme de 22 ans, médite actuellement sur son sort à la prison de Banyo. De fait, dans la nuit du 15 octobre dernier, vers 23 h 30, elle a ôté la vie à Oumarou Haboubakari, 38 ans, son amant qui résidait à Sambo-Labo, localité située à 55 km de Banyo. « Quand j'ai été saisie, nous avons trouvé le monsieur affalé dans une cour, déjà décédé. J'ai pris les deux gendarmes qui étaient en poste cette nuit, nous sommes allés à son domicile. La femme était dans la chambre, la porte n'était pas fermée. C'est elle-même qui m'a dit en langue locale : "commandant, j'ai tué quelqu'un". Je lui ai demandé de se lever, elle a tenu ma main et a dit que nous partions à la brigade. Les gendarmes m'ont dit qu'elle a le couteau. Quand nous sommes

arrivés, je lui ai demandé si elle connaît le type qui est couché, elle m'a dit oui, c'est son mari. Elle m'a dit ne pas savoir s'il vit encore. Je lui ai demandé de voir la profondeur de la blessure qu'elle a administrée à son mari. En effet, elle lui a piqué le poignard de telle sorte que le cœur a été déchiré. L'infirmier est arrivé et a jaugé la profondeur de la blessure au niveau du cœur. Finalement, elle a reconnu les faits, mais a dit que ce n'était pas avec le couteau, avec la fourchette plutôt. Nous avons fouillé le lendemain et avons retrouvé le couteau. Les motifs qu'elle a déclarés pour justifier son crime, c'est qu'elle était copieusement battue par son mari. Or, si vous vérifiez bien comment elle a eu le couteau de son mari, on se rend compte qu'ils ont d'abord bien bagarré avant le crime. Par la suite, on a aussi découvert



La présumée meurtrière.

qu'elle prenait un comprimé, une forme de drogue», confie le commandant de brigade de Sambo-Labo.

Selon les premières conclusions de l'enquête, Hawaoua

Moussa, le présumé assassin, vivait dans la petite localité de Ziem toujours dans le Mayo-Banyo. Chassée, car réputée dangereuse du fait de la consommation régulière d'une

drogue du nom de « Phénobarbital », elle se réfugie à Sambo-Labo. Mais le chef de cette dernière localité alerté va aussi prendre des dispositions pour expulser la jeune dame de son territoire. Celle-ci va donc se fixer à Mayo-Darlé. Mais son défunt amant, Oumarou Haboubakari, la ramène en catimini à Sambo-Labo, quatre jours avant la scène du crime. Selon les témoignages des voisins, entre le 11 et le 15 octobre, les retrouvailles du couple sont animées par d'interminables bagarres. D'ailleurs, l'ultime rixe qui a conduit au décès d'Oumarou Haboubakari, ne suscitera pas l'intérêt des voisins en cette nuit du 15 octobre. Ce sont finalement les cris de détresse de l'infortuné poignardé qui déterminent les voisins à sortir et tenter de lui porter secours. Malheureusement... ■

NGAOUNDÉRÉ 2<sup>E</sup>. C'est pour combattre efficacement le chômage et la pauvreté.

## 305 jeunes formés par le Parse



Les jeunes formés par le Parse.

Par Francis Eboa

La région de l'Adamaoua est un grand carrefour entre le Grand Nord et le Grand Sud du Cameroun, d'une part, entre le Nigeria et la République Centrafricaine, d'autre part. Cette position stratégique attire de nombreuses populations parmi lesquelles les jeunes. Aussi, la commune de Ngaoundéré 2e est le plus grand d'arrondissement du département de la Vina. Elle abrite les plus grandes structures telles que la gare ferroviaire, le grand marché et le petit marché pour ne citer que celles-là, qui sont autant d'atouts d'occupation pour les jeunes désœuvrés à la recherche de l'emploi et du bien-être. C'est donc pour encadrer utilement cette couche sociale que le Programme d'Appui à la Résilience socio-économique (Parse) des jeunes vulnérables dans les régions septentrionales du pays a décidé de faire d'elle sa cible, à travers la formation

et l'insertion. Ainsi, 305 jeunes, soient 168 filles et 137 garçons ont bénéficié de cette offre. Chacune de 13 filières a connu un effectif précis, 47 jeunes se sont intéressés à l'agriculture, 106 à la couture, 05 à la coiffure dame, 16 à l'électricité, 41 à l'élevage, 31 à l'informatique, 01 à la pneumatique, 09 à la menuiserie bois, 11 à la menuiserie métallique, 04 à la broderie, 04 à la maçonnerie, 19 à la restauration et 11 à la plomberie. « Il était question de sélectionner les jeunes les plus vulnérables qui étaient dans le besoin, pour les amener à la fois dans les travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (Himo), afin de les réinsérer dans la vie active. Ce projet entièrement financé par la GIZ et mis en œuvre par l'Association pour le développement économique, environnemental et social (Adees), avait en réalité trois phases. Il y avait la phase des travaux Himo, celle de la formation et celle de l'insertion », explique Joseph

Yamthe, coordonnateur de l'Adees.

En réalité, les délais d'exécution des différentes phases en occurrence les deux premières, sont jusqu'ici respectés. La phase des travaux IMO courait du 02 janvier 2018 au 28 février 2018 soit deux mois, celle de la formation qui était de trois mois allait du 11 juin au 11 septembre 2018. Il reste alors à gagner le dernier pari celui de l'insertion qui est de quatre mois à partir du mois d'octobre 2018. « Il est question de leur ouvrir des ateliers, leur donner des équipements de travail et de suivre leurs activités. Nous allons veiller à ce que tout se passe bien. Ces jeunes doivent mettre en pratique tout ce qu'ils ont appris pendant les trois mois de formation. Ils doivent rentabiliser cela afin d'être des citoyens complets », rassure Joseph Yamthe. Le 15 octobre dernier lors de la cérémonie de remise de parchemins à ces 305 jeunes formés, la joie était au comble. « J'ai été formée en agriculture. Actuellement j'attends le financement afin d'être autonome. Je compte produire des denrées alimentaires de bonne qualité pour me faire beaucoup d'argent. Mais avant cela, permettez-moi de remercier la GIZ, l'Adees et la mairie de Ngaoundéré 2e, car c'est grâce à tout cet ensemble que nous avons bénéficié de cette formation », indique la jeune Yasmine, une des récipien-

naires. Le magistrat municipal de la commune d'arrondissement de Ngaoundéré 2e n'a pas caché sa satisfaction. « Aujourd'hui nous sommes très contents d'avoir appris à ces jeunes à pêcher que de leur donner du poisson tout le temps. Ils vont créer à partir d'aujourd'hui des activités génératrices de revenus qui vont leur permettre

d'aider leur famille. Nous sommes vraiment contents, car cela va réduire considérablement le chômage à Ngaoundéré 2e », se réjouit Idrissou Abana, maire de la commune de Ngaoundéré 2e. Il faut souligner ici que, pour être éligible à cette formation, il fallait juste être âgé entre 18 et 35 ans. ■

### Cameroun Chroniques d'une démocratisation assistée

de Valentin Siméon ZINGA



« Cameroun Chroniques d'une démocratisation assistée est un livre-témoignage qui transforme son époque en un objet de pensée pour en révéler les travers et les espérances. Il saisit subtilement les péripéties d'une démocratisation permanentement en transit dans une société vérolée par une corruption endémique. Il y a, dans ce livre, une étonnante constance : de longues années d'observation sans variance nous dévoilent l'art du prince du lieu et la structure du pouvoir au Cameroun. Dans ces admirables chroniques, on passe de l'exhortation à la libre opinion dans un geste continu qui mêle audacieusement la description à la réflexion. Il en résulte un journalisme autoréflexif qui impressionne par son verbe incisif et ses thèmes qui conservent une remarquable actualité. »

Paul-Aarons NGOMO,  
Philosophe et Politologue, (avril 2018)

Disponible dans les librairies de Yaoundé et Douala

éditions  
Ifrikiya